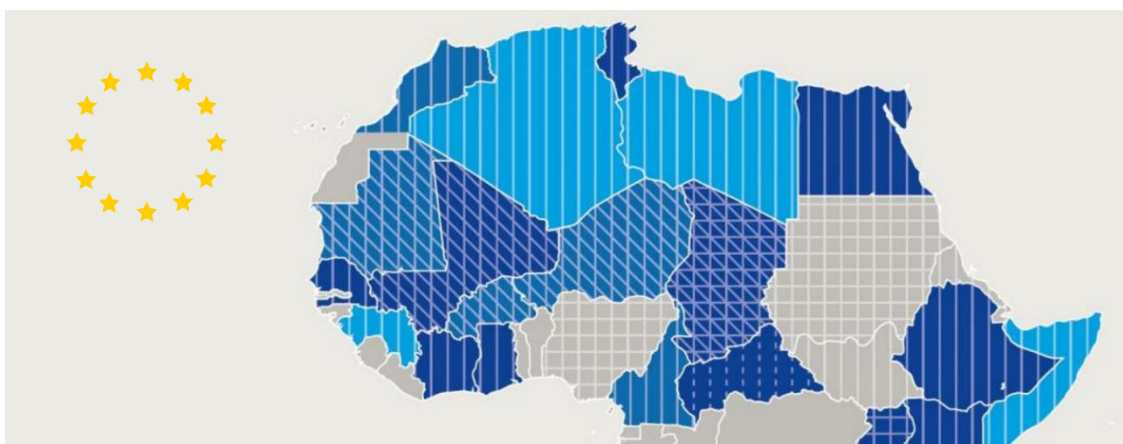


Conclusions du Forum: une stratégie européenne pour le Sahel¹

Dr. Ignacio Cosidó y General Francisco José Dacoba



Une stratégie européenne pour le Sahel

Dr. Ignacio Cosidó

L'ambition du Centre de sécurité internationale est de devenir un centre de référence européen sur le Sahel. L'organisation du 1er Forum de Dialogue Sahel Europe en mars dernier a été un premier pas dans cette direction. L'un des principaux fruits de ce dialogue a été la création d'un réseau d'experts composé d'universitaires européens et africains qui assureront la continuité des études et des débats sur nos défis et intérêts communs.

¹ Cette analyse s'inscrit dans une ligne de recherche permanente du Centre de Sécurité Internationale sur le Sahel. Suite au Forum de Dialogue Sahel-Europe organisé en mars 2021, les intervenants appartenant au Groupe d'Experts Forum de Dialogue Sahel-Europe ont approfondi les thèmes de leurs conférences, analysant les défis partagés, et les opportunités de coopération pour nos défis communs. La crise politique au Mali et au Tchad a lié la crise sécuritaire aux défis de la gouvernance dans ces États, où la présence de milices d'autodéfense et de groupes djihadistes entrave le développement économique et social. Dans un environnement aussi changeant, le Sahel étant la frontière avancée de l'Europe, il est plus important que jamais de promouvoir un espace de dialogue dans lequel les deux régions peuvent partager, coopérer et proposer des solutions innovantes. Cette collection de publications, ainsi que le Forum de dialogue Sahel-Europe ont reçu une subvention du Secrétariat Général de la Politique de Défense du Ministère de la Défense.

Dans un avenir proche, nous organiserons un nouveau Forum, avec, nous l'espérons, la présence physique de certains des participants, qui servira de nouveau point de rencontre sur ce chemin que nous voulons parcourir ensemble.

Nous avons la double conviction que le Sahel est devenu le centre de gravité stratégique de l'Afrique et que ce continent est essentiel pour l'avenir de l'Europe. Face au déclin démographique et au vieillissement de l'Europe, le continent africain doublera sa population dans la prochaine décennie, avec une majorité de jeunes. L'Afrique est également riche en ressources naturelles et possède un immense potentiel de croissance. La présence croissante de la Chine sur ce continent est un bon exemple de l'intérêt stratégique que l'Afrique devrait présenter pour l'Europe.

Les Européens ont traditionnellement considéré le Sahel comme un risque potentiel en termes de terrorisme et d'immigration irrégulière. Ces risques sont réels, mais le problème sous-jacent est la capacité du Sahel à déstabiliser l'ensemble de l'Afrique. La stratégie des groupes terroristes sahéliens consiste à étendre leur action terroriste vers le sud, en ciblant le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Togo et le Ghana. Il existe également un lien croissant entre les pirates opérant dans le Golfe de Guinée et les organisations terroristes. En plus de la menace terroriste, l'expansion du crime organisé commence à ouvrir les routes de la cocaïne et du cannabis de l'Atlantique à la Méditerranée orientale via le Sahel. Le Maghreb a jusqu'à présent fait preuve d'une grande résilience face à l'instabilité de l'autre côté du Sahara, mais la porosité de ses immenses frontières risque d'engendrer des problèmes de sécurité croissants pour des pays comme le Maroc et l'Algérie. Bref, c'est la stabilité de toute l'Afrique et la sécurité de l'Europe qui sont en jeu aujourd'hui au Sahel, sans compter le coût d'opportunité pour l'Union européenne de ne pas pouvoir coopérer avec un continent plongé dans le chaos.

Le Sahel est historiquement le point de jonction entre l'Afrique et la Méditerranée. Les routes commerciales, les mouvements migratoires et les échanges d'idées et de croyances entre l'Afrique et l'Europe ont eu le Sahel comme principale zone de transit. Aujourd'hui, le terrorisme, l'immigration irrégulière, le crime organisé et le trafic illicite de marchandises de toutes sortes, y compris la drogue et la traite des êtres humains, ont également le Sahel comme l'une de leurs principales bases d'opérations.

Cependant, le Sahel reste largement inconnu de l'Europe. L'opinion publique européenne la perçoit comme quelque chose de lointain et d'étranger à ses intérêts, les médias ne traitent que d'événements spécifiques, une attaque terroriste ou un coup d'État, et même ses classes dirigeantes n'ont pas pris pleinement conscience de l'intérêt stratégique que cette zone présente pour nos pays. Une meilleure connaissance du Sahel, une meilleure analyse des défis communs auxquels nous sommes confrontés et un dialogue fructueux entre les deux contribueront sans aucun doute à faire de l'Afrique la grande chance pour l'avenir de l'Europe et non la principale source de menaces.

La coopération européenne avec le Sahel a eu jusqu'à présent une double dimension. D'une part, la coopération économique et humanitaire. D'autre part, la coopération en matière de sécurité, notamment dans la lutte contre le terrorisme. Au total, l'Union européenne a investi à elle seule 8,5 milliards d'euros dans cette coopération entre 2014 et 2020.

Malgré l'ampleur de cette coopération, son impact a été limité. La situation politique, économique et sociale au Sahel, loin de s'améliorer, s'est détériorée ces dernières années. De plus, la dynamique démographique et le changement climatique ne sont pas de bon augure pour le long terme. La forte croissance démographique et sa concentration dans des zones urbaines souffrant d'un grave manque d'infrastructures vont vraisemblablement générer des tensions supplémentaires. Le changement climatique peut avoir des effets très négatifs sur une économie encore dominée par le secteur primaire et dépendant de fragiles équilibres de subsistance. Les effets de la pandémie de COVID-19 ont encore aggravé la crise économique et sociale au Sahel en limitant les déplacements et en réduisant les échanges.

Sur le plan sécuritaire, l'opération Serval lancée par la France en 2013 a été un grand succès, empêchant les djihadistes de prendre le contrôle du Mali et libérant les principales villes de l'occupation terroriste. Cette opération a été suivie de l'opération Barkhane, qui a impliqué plus de cinq mille soldats, principalement français, pour contenir la menace terroriste dans la région. Cependant, la désaffection croissante de la population locale à l'égard de la présence de troupes étrangères, le coût élevé du maintien du déploiement et une certaine lassitude politique en France due à l'effort soutenu ont conduit le président Macron à annoncer la fin de l'opération et son remplacement par une opération non encore définie.

Malgré le succès de l'opération Serval et les réalisations partielles de l'opération Barkhane, il est clair que nous devons changer notre stratégie de sécurité au Sahel. Premièrement, il est nécessaire de mieux coordonner les efforts sur le terrain. Outre l'opération Barkhane, il y a actuellement l'EUTM au Mali, la force conjointe du G5 Sahel, la force multinationale du lac Tchad, la MINUSMA des Nations unies, le GAR/SI Sahel de l'UE, EUCAP Sahel, le plan antiterroriste de la CEDEAO et le commandement opérationnel régional conjoint mis en place par l'Algérie. Pour leur part, les États-Unis maintiennent une présence de 1 500 soldats sur le terrain sur la base d'accords bilatéraux, et le Maroc a également entamé une certaine collaboration bilatérale avec les pays du Sahel. À mon avis, il serait nécessaire d'intégrer toutes ces forces présentes sur le terrain dans une seule opération dirigée par l'OTAN et dotée d'un mandat des Nations unies, afin de garantir la sécurité dans la région et de faire face à la menace du terrorisme. Je comprends l'énorme difficulté pratique de cette proposition, notamment les réticences françaises et américaines pour des raisons contradictoires, mais je crois que seule l'OTAN a la crédibilité et les capacités nécessaires pour coordonner avec succès une opération dans laquelle Européens et Américains doivent travailler ensemble.

Une deuxième question est de savoir comment faire participer les communautés locales à cette opération. L'implication des forces des pays du Sahel serait fondamentale à cet égard. L'année dernière, 18 000 troupes locales ont été formées dans le cadre du G5 Sahel, mais sur un territoire de dix millions de kilomètres carrés, cette force reste insuffisante. Le projet GAR SI Sahel est un modèle pour aborder ce processus.

D'autre part, la présence de forces militaires sur le territoire devrait s'accompagner d'une action humanitaire puissante et d'une coopération au développement efficace ayant un réel impact sur le bien-être des communautés. Enfin, le caractère chirurgical des actions antiterroristes est essentiel afin d'éviter un effet contre-productif sur la population et d'inculquer le respect des droits de l'homme comme principe de base des actions des forces armées et de sécurité indigènes. Ces dernières années, il semble que davantage de civils aient été tués par des opérations militaires (nationales et internationales) que par des attaques terroristes. Cela explique en grande partie la désaffection croissante à l'égard de la présence de troupes étrangères sur leur territoire.

Troisièmement, il est essentiel de garantir une bonne gouvernance dans ces pays. Cette gouvernance implique, tout d'abord, une présence effective de l'État sur l'ensemble du territoire. Deuxièmement, le développement de mécanismes efficaces de prévention de la corruption. L'expérience historique nous montre que l'imposition automatique de nos systèmes démocratiques à des pays dont les cultures politiques et les contextes sociaux sont très différents s'est soldée dans la plupart des cas par un échec, mais la communauté internationale peut accompagner et influencer positivement les processus qui, sur la base de sa propre expérience, au rythme approprié et sous l'impulsion de son leadership, permettent de mettre en place des régimes plus transparents, plus participatifs et plus efficaces au service des citoyens. Pour cela, il est essentiel de concilier de manière adéquate les principes d'autorité, de respect de l'État de droit et des libertés individuelles.

Quatrièmement, nous avons besoin d'une solution régionale dans laquelle nous impliquons également les pays du Maghreb. La rivalité entre le Maroc et l'Algérie, exacerbée par la question du Sahara occidental, rend difficile non seulement l'articulation d'un quelconque cadre de coopération maghrébine mais aussi l'articulation éventuelle d'une stratégie commune au Sahel. Cependant, l'influence de ces pays dans la région est déterminante et il serait important de les impliquer dans la solution, par exemple, avec leur éventuelle participation à la mission de l'OTAN que nous suggérons pour le Sahel.

Enfin, nous avons besoin d'une vision large et d'une stratégie globale pour relever les défis auxquels nous sommes confrontés ensemble au Sahel. Il est parfois plus efficace dans la lutte contre le terrorisme de décourager le recrutement de jeunes par les différents groupes armés que d'éliminer une cellule. À mon avis, l'outil fondamental pour assurer le développement de l'Afrique est l'éducation, en particulier celle des filles, même si ses effets sont à moyen terme. En revanche, investir dans des initiatives locales

telles que la Grande Muraille Verte du Sahel, qui vise à lutter contre la désertification, à limiter l'impact du changement climatique dans la région et à générer de nouvelles ressources, est un exemple d'initiatives que nous devrions envisager.

Les terroristes ont une grande capacité à utiliser les conflits préexistants à leur avantage et à développer des récits favorables à leurs intérêts. Nous avons donc besoin d'une politique qui vise à résoudre les conflits existants, par exemple entre les communautés nomades pastorales et les communautés agricoles, et à développer des discours attrayants qui s'appuient sur des faits. La lutte contre la radicalisation djihadiste doit commencer par la prévention des causes profondes de la radicalisation.

La tâche qui nous attend au Sahel est énorme. C'est pourquoi il est essentiel que nous unissions nos forces, que nous écoutions davantage l'avis de ceux qui font face à ces défis depuis le terrain et que nous soyons prêts à faire l'effort et à nous engager à agir. Nous devons revoir en profondeur notre stratégie car la réalité est que la situation s'est dangereusement détériorée ces dernières années malgré nos actions. Se limiter à maintenir la ligne actuelle ou ignorer le problème pourrait avoir un coût très élevé, pour l'Afrique, mais aussi pour l'Europe. Depuis le Centre de sécurité internationale de l'Université Francisco de Vitoria, nous ferons tout notre possible pour contribuer à cette nouvelle stratégie.



Une stratégie européenne renouvelée au Sahel

Général Francisco José Dacoba

La tenue de ce Forum de dialogue Sahel-Europe a été une heureuse initiative du Centre de sécurité internationale (IPI-UFV). Et il l'a été dans son intégralité, à commencer par le titre lui-même, qui fait directement référence au Dialogue comme un outil essentiel pour trouver, ensemble, depuis les deux rives de la Méditerranée, des solutions possibles qui permettent finalement un développement vigoureux, durable et inclusif des sociétés sahéniennes. Parce que le dialogue est la meilleure façon d'aborder les relations entre deux régions voisines et qui ont besoin l'une de l'autre.

La présence de l'Europe, sur la base des principes et des valeurs proclamés par l'Union, est positive et nécessaire au Sahel. La prospérité, la stabilité et la force de ces États sont essentielles pour l'Europe. Même si, pour des oreilles non averties, il peut en être autrement, nous partageons les mêmes objectifs : développement économique et social, renforcement des institutions, lutte contre la radicalisation islamiste et les réseaux de criminalité organisée... C'est pourquoi "une stratégie renouvelée de l'UE pour le Sahel" est si nécessaire.

À l'Institut espagnol d'études stratégiques, nous soulignons logiquement que pour que ce processus de croissance et de bien-être au Sahel se consolide, il est essentiel, avec de nombreuses autres circonstances, d'établir un environnement sécuritaire suffisamment stable.

L'importance de cette région pour l'Espagne, mais aussi pour l'Union européenne, repose sur la proximité : dans un monde globalisé, les distances géographiques ne sont plus insurmontables et les frontières ne sont pas hermétiques, surtout entre voisins. Ils ne l'ont jamais été et ne doivent pas l'être à l'avenir. La stabilité politique et sociale, la bonne gouvernance, le bien-être et la paix sont dans l'intérêt mutuel des Européens et

des Sahéliens. Ce n'est pas pour une autre raison que la stratégie de sécurité nationale 2017 de l'Espagne reconnaît le Sahel comme l'une de ses zones d'intérêt prioritaires. Dans la même veine, la stratégie européenne de sécurité globale de 2016, qui mentionne à de nombreuses reprises le Sahel, et l'Afrique en général, dans le même sens. Cependant, la présence espagnole et européenne dans la région ne correspond pas à la forte interdépendance entre les deux rives de la Méditerranée. Le troisième plan Afrique de l'Espagne affirme à juste titre que l'Espagne est le pays qui a le plus d'enjeux en Afrique, mais il reste encore beaucoup de chemin à parcourir. Les projets de l'Union vont également dans le sens d'une présence accrue de l'Europe sur le continent africain.

Les défis communs aux pays du Sahel sont nombreux et ont été analysés en détail et avec brio lors des sessions successives du Forum. Pour simple rappel : la démographie (en 2050, un quart de l'humanité vivra en Afrique, et plus d'un milliard au Sahel) ; les ravages du réchauffement climatique sur des économies fortement dépendantes de l'agriculture et du pastoralisme ; la persistance de réseaux criminels transnationaux dédiés aux trafics illicites d'armes, de drogues, d'hydrocarbures et, malheureusement, de personnes ; la faiblesse institutionnelle des États et, de manière alarmante et croissante, le terrorisme djihadiste. En ce qui concerne ce dernier point, la situation dans un pays aussi important que le Nigeria est bien connue, avec des répercussions évidentes dans le Sahel, et nous sommes très préoccupés par la situation dans ce qu'on appelle la "triple frontière" (Mali, Niger et Burkina Faso), dans le bassin du lac Tchad, et son extension aux pays voisins, jusqu'à récemment relativement épargnés par l'activité terroriste, comme le Bénin, le Togo, le Ghana... Ou le Sénégal.

Face à un scénario aussi complexe, il n'existe pas de solutions simples, et encore moins de solution unique. La coopération entre l'Europe et le Sahel est le cadre essentiel. L'approche doit être africaine ; le modèle traditionnel de l'aide conçue en Europe, par des Européens et exécutée au Sahel également par des Européens, avec des critères européens et presque en dehors des sociétés bénéficiaires, n'est pas valable. Collaboration sans paternalisme : institutionnelle, économique, éducative, diplomatique, policière et militaire. L'intervention militaire seule n'est pas une garantie de succès, mais la sécurité nécessaire ne peut pas non plus être atteinte et maintenue sans elle.

Transformer les défis en opportunités est la vision contenue dans la nouvelle stratégie de l'Union européenne avec l'Afrique, et non pour l'Afrique, ainsi que dans le troisième plan pour l'Afrique du gouvernement espagnol mentionné plus haut. L'intention est de partager un projet de "partenariat" avec les pays du Sahel, ce qui est très différent de la pénétration du continent africain par d'autres acteurs mondiaux, comme la Chine, la Russie, la Turquie ou certaines monarchies du Golfe, dont les intérêts sont très différents de ceux de l'Europe dans la région et dont les procédures et les critères sont incompatibles avec les principes de l'Union.

Le succès du Dialogue que ce Forum a voulu annoncer et promouvoir, depuis le titre de l'initiative jusqu'à chacune des magnifiques présentations que nous avons eu l'occasion d'apprécier, profitera aux Européens et aux Africains.

—

Dr. Ignacio Cosidó est directeur du centre de sécurité internationale de l'université Francisco de Vitoria.

Le général Francisco Dacoba est général de brigade et directeur de l'Institut espagnol d'études stratégiques (IEEE).

Cet article a bénéficié d'une subvention du Secrétariat général de la politique de défense du Ministère de la Défense.

